

24 novembre 2021

(21-8881)

Page: 1/21

**Conférence ministérielle
Douzième session
Genève, 30 novembre-3 décembre 2021**

Original: anglais

ACCORD SUR LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE

PROJET DE TEXTE

Addendum

Le document ci-joint émanant du Président du Groupe de négociation sur les règles est la note explicative accompagnant le projet d'accord sur les subventions à la pêche distribué dans le document WT/MIN(21)/W/5.

INTRODUCTION

Suite à l'appel lancé par les Ministres à la réunion virtuelle du CNC tenue au niveau ministériel sur les subventions à la pêche le 15 juillet 2021, il a été demandé au Groupe de négociation sur les règles d'envoyer aux Ministres un projet de texte propre, ou aussi propre que possible, sur des disciplines relatives aux subventions à la pêche, avant la douzième Conférence ministérielle (CM12). En tant que Président du Groupe de négociation sur les règles, je sou mets à l'attention des Ministres, dans le document WT/MIN(21)/W/5, un projet d'accord sur les subventions à la pêche. Ce projet d'accord est basé sur le travail collectif du Groupe de négociation – c'est-à-dire le travail effectué lors des réunions du Groupe dans différentes configurations, les suggestions sous forme de texte faites au Groupe de négociation sur les règles et tous les autres travaux qui ont été réalisés sous la conduite des Membres. Un travail particulièrement intensif a été effectué sur la base de la version précédente du projet de texte, figurant dans le document TN/RL/W/276/Rev.2. Une compilation des suggestions sous forme de texte faites par les Membres sur ce projet a été distribuée dans le document RD/TN/RL/153.

Il est bien entendu que rien dans le projet d'accord n'est convenu, et que celui-ci, ainsi que toute révision, restera à l'état de projet jusqu'à ce que tout soit convenu. Bien que ce texte reflète une tentative honnête de ma part et mes meilleurs efforts pour trouver un équilibre d'une manière qui selon moi est la plus susceptible de conduire à l'établissement d'un consensus, toutes les dispositions restent ouvertes à la discussion si les Ministres le souhaitent.

Néanmoins, les passages entre crochets dans le projet d'accord représentent les domaines sur lesquels les opinions continuent de diverger, sur lesquels les travaux se poursuivent et sur lesquels je pense que l'attention des Ministres sera nécessaire. Il s'agit notamment de savoir si et, le cas échéant, comment, les subventions au carburant non spécifiques doivent être traitées dans l'Accord, y compris l'exonération ou l'allègement fiscal pour les carburants; des dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres et les PMA Membres; et le libellé précisant l'exclusion des revendications territoriales et de la limite des frontières maritimes. En outre, il y a d'autres questions qui sont particulièrement sensibles pour certains Membres qui sont également présentées entre crochets.

Le travail ne s'arrêtera pas avant le début de la CM12. En effet, les Membres sont engagés de manière intensive dans différentes configurations pour essayer de réduire les divergences et d'éliminer autant de crochets que possible en cette dernière période avant la CM12. À ce titre, des rapports supplémentaires pourraient être distribués dans les prochains jours.

ARTICLE PREMIER: CHAMP D'APPLICATION

1. L'article premier établit le champ d'application des disciplines relatives aux subventions à la pêche. Il y a deux paragraphes dans cet article. Au paragraphe 1, le champ d'application est défini comme s'appliquant aux subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC), qui sont spécifiques au sens de l'article 2 dudit accord, à la pêche de capture marine et aux activités liées à la pêche en mer. La note de bas de page 1 relative au paragraphe 1 clarifie que l'aquaculture et la pêche continentale sont exclues du champ d'application des disciplines, tandis que la note de bas de page 2 clarifie que les versements de gouvernement à gouvernement au titre d'accords portant sur l'accès à des zones de pêche ne relèvent pas du champ d'application, en indiquant que ces versements ne seraient pas réputés être des subventions au titre des disciplines.

2. Le paragraphe 2 dispose que le champ d'application s'applique également aux subventions au carburant qui ne sont pas spécifiques. Ce texte reste entre crochets pour indiquer qu'une décision est attendue sur le point de savoir si ce libellé sera conservé (c'est-à-dire que les crochets seront supprimés) ou non (c'est-à-dire que ce texte sera supprimé). C'est une question complexe et sensible pour de nombreux Membres et il existe une divergence de vues de longue date. Certains Membres sont favorables à l'établissement de disciplines pour toutes les subventions au carburant, spécifiques ou non, compte tenu du fait que ce sont les subventions les plus préjudiciables, mais certains autres Membres s'y opposent, soulevant des préoccupations systémiques étant donné que la spécificité est un élément fondamental des disciplines relatives aux subventions dans l'Accord SMC.

3. Cela dit, il existe une compréhension commune selon laquelle les subventions au carburant sont effectivement pertinentes au titre de la cible 14.6 des ODD et du mandat donné par les Ministres à la CM11.¹ Toutefois, pour ceux qui plaident en faveur de la suppression de l'article 1.2, le texte actuel relatif au champ d'application figurant dans l'article 1.1 couvre déjà les subventions au carburant qui sont spécifiques, ce qui est compatible avec le cadre actuel des disciplines relatives aux subventions établi par l'Accord SMC et approprié aux fins de cet accord. Certains Membres ont indiqué que si les subventions au carburant non spécifiques devaient être traitées d'une manière ou d'une autre dans cet accord, seules certaines disciplines devraient s'appliquer à celles-ci. Dans ce contexte, les disciplines relatives à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) figurant dans l'article 3.1 et celles relatives aux subventions à la pêche en haute mer non réglementée figurant à l'article 5.2 ont été identifiées comme des dispositions pouvant être pertinentes.

4. La question des subventions au carburant non spécifiques est également liée à l'article 8.1*bis* – qui est nouveau dans cette version du projet de texte et figure entre crochets – et devrait donc être considérée à la lumière de celui-ci. Cette disposition prescrit la notification des subventions au carburant, qu'elles soient spécifiques ou non. Pour certains Membres qui s'opposent à l'inclusion des subventions au carburant non spécifiques dans le champ d'application des disciplines, l'inclusion d'une prescription de notification serait une solution de compromis acceptable à la place du texte actuel figurant dans l'article 1.2, en reconnaissant le caractère préjudiciable des subventions au carburant et en recueillant des renseignements sur celles-ci sans les soumettre aux disciplines de fond des articles 3, 4 et 5. Pour les Membres qui sont favorables au maintien de l'article 1.2, la notification de ces subventions serait un complément nécessaire aux disciplines de fond, plutôt qu'un substitut à celles-ci. Certains Membres qui ont une préférence pour la disposition en matière de notification, indépendamment de leurs vues sur le maintien ou la suppression de l'article 1.2, ont également noté qu'il pourrait être utile d'examiner la question des subventions au carburant non spécifiques au cours du premier examen approfondi du fonctionnement de l'Accord prévu à l'article 9.4, et que les renseignements notifiés concernant ces subventions seraient très utiles pour éclairer cet examen.

5. Une question connexe est celle qui concerne les programmes d'exonération ou d'allègement fiscal pour les carburants. Certains Membres demandent que ces programmes – y compris ceux qui sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'Accord SMC – soient exclus du champ d'application de l'Accord dans son intégralité ou de certaines disciplines. D'autres Membres s'y opposent fermement, y compris ceux qui s'efforcent de faire inclure toutes les subventions au carburant, qu'elles soient spécifiques ou non, dans le champ d'application de l'Accord. Selon ces Membres, les subventions au carburant, y compris sous la forme de programmes d'exonération ou d'allègement fiscal, font partie

¹ WT/MIN(17)/64.

de celles qui sont les plus préjudiciables pour la durabilité de la pêche, de telle sorte que rien ne justifie que ces subventions soient exclues de l'Accord, vu l'accent qu'il met sur la durabilité.

ARTICLE 2: DÉFINITIONS

6. L'article 2 contient les définitions de cinq termes qui s'appliquent à l'ensemble des disciplines. Les définitions des quatre premiers termes, de a) à d), pour "poissons", "pêche", "activités liées à la pêche" et "navire", sont tirées de l'*Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port*. Quelques suggestions ont été faites tendant à modifier l'emplacement de l'expression "en mer" dans la définition de l'expression "activités liées à la pêche" au point c), afin de préciser que les activités à terre ne sont pas couvertes par les disciplines. Toutefois, les Membres s'entendent clairement pour dire que l'expression "en mer" figurant à l'article 2c) couvre toutes les activités visées dans la définition, c'est-à-dire que les activités en question sont celles qui se déroulent en mer, et que l'Accord ne s'applique pas aux activités à terre. Compte tenu de cette interprétation claire, et pour éviter de modifier le libellé repris tel quel de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, aucun changement dans l'ordre des mots n'a été effectué.

7. En ce qui concerne la définition générale du terme "opérateur" à l'article 2 e), elle est tirée du travail du facilitateur et, dans une version antérieure, elle faisait initialement l'objet d'une note de bas de page relative à l'une des disciplines de fond sur les subventions contribuant à la pêche INN. Depuis lors, étant donné que le terme "opérateur" est également utilisé ailleurs, les éléments généraux de cette définition ont été déplacés vers l'article 2 e), tandis que la partie spécifique traitant des aspects de la pêche INN a été maintenue à son emplacement initial dans ce pilier. Le texte de l'article 2 e) est resté inchangé, à l'exception de la suppression, dans la version précédente du texte, du qualificatif "à bord" qui figurait après "toute personne". Ce changement reflète l'interprétation générale selon laquelle le terme "opérateur" ne devrait pas être trop étroit ou rigide, car cela pourrait permettre de contourner les disciplines via la location, d'autres arrangements ou des structures d'entreprises dans le cadre desquels une personne qui n'est pas à bord du navire pratiquant la pêche INN le dirige ou le contrôle.

ARTICLE 3: SUBVENTIONS CONTRIBUANT À LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE

Aperçu général

8. L'article 3 contient la discipline relative aux subventions qui contribuent à la pêche INN. Dans la version précédente du projet de texte, il y avait deux variantes pour l'article 3.3, l'une des dispositions essentielles de ce pilier, et les points de vue des Membres à ce sujet restaient divergents. Afin de combler l'écart et de faciliter la recherche d'un terrain d'entente, un groupe de Membres représentant les divers points de vue sur cette question a tenu une série de séances spécifiques. Un texte de compromis possible est ressorti de ces travaux sur l'article 3.3, ainsi que sur d'autres dispositions étroitement liées, notamment les articles 3.2, 3.4 et 3.5, ainsi que l'article 8. Ce texte a ensuite été communiqué à l'ensemble du Groupe de négociation sur les règles et discuté par celui-ci. Le texte actuel de l'article 3 reflète ce travail collectif visant à établir un équilibre délicat entre un certain nombre de dispositions connexes sur la question fondamentale des prescriptions de procédure pour les déterminations de pêche INN des Membres côtiers qui déclencheraient la prohibition des subventions.

Note de bas de page 3

9. La note de bas de page 3 relative à l'intitulé de l'article 3 définit l'expression "pêche illicite, non déclarée et non réglementée" par référence au paragraphe 3 du *Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée*.

Article 3.1

10. L'article 3.1 contient la prohibition fondamentale relative aux subventions à la pêche INN; il indique en effet que les subventions à un navire ou à un opérateur pratiquant la pêche INN ou des activités liées à la pêche soutenant la pêche INN sont prohibées. Le membre de phrase "activités liées à la pêche soutenant la pêche INN", introduite entre crochets dans le précédent projet de texte (TN/RL/W/276/Rev.2), vise à refléter une question soulevée, à savoir que la portée de l'article 3.1

devrait être identique à celle mentionnée dans l'article 1.1, ainsi qu'à celle des autres disciplines, qui s'appliquent toutes à la pêche comme aux activités liées à la pêche. Bien qu'il y ait eu des questions sur la manière dont le libellé additionnel serait mis en œuvre concrètement, il a été largement admis qu'il fallait maintenir de la constance et de la cohérence dans toutes les disciplines de fond. En outre, une suggestion a été faite afin de modifier cette formulation en remplaçant l'expression "ce type de pêche" par l'expression "la pêche INN". De l'avis des Membres, il est ainsi plus clair que le texte fait référence aux activités liées à la pêche qui soutiennent la pêche INN.

Note de bas de page 4

11. La note de bas de page 4 définit le terme "opérateur" aux fins de l'article 3 et précise la prohibition visant les subventions aux opérateurs. Comme il est expliqué ci-dessus, les éléments généraux de la définition du terme "opérateur" figurent dans l'article 2 e), alors que les aspects spécifiques à l'article 3 apparaissent dans cet article.

12. La note de bas de page 4 précise en outre que la prohibition des subventions aux opérateurs pratiquant la pêche INN s'applique aux subventions fournies à la pêche et aux activités liées à la pêche en mer. Si de nombreux Membres peuvent accepter ce libellé, quelques Membres souhaitent modifier ce texte de telle manière que la prohibition visant les subventions aux opérateurs s'applique uniquement aux subventions fournies à la pêche et aux activités liées à la pêche en mer exercées par le navire pratiquant la pêche INN. D'autres Membres adoptent le point de vue inverse, avançant que toute détermination positive de pêche INN à l'égard d'un opérateur, même lorsqu'elle n'implique qu'un seul navire, devrait déclencher la prohibition de toutes les subventions à l'opérateur dans son ensemble, et non uniquement les subventions au(x) navire(s) impliqué(s) dans l'incident spécifique de pêche INN.

13. C'est une question importante pour de nombreux Membres car elle est généralement considérée comme étant étroitement liée aux autres dispositions de l'article 3. Certaines délégations qui cherchent à limiter la prohibition des subventions aux opérateurs aux navires pratiquant la pêche INN la considèrent comme étant liée en particulier aux conditions dans lesquelles la prohibition des subventions est déclenchée par une détermination INN établie par une autorité étrangère (comme prévu à l'article 3.3). Ainsi, le libellé de la note de bas de page sur les opérateurs ne devrait pas être considéré isolément. Cette disposition ainsi que les dispositions connexes visent à établir un équilibre délicat entre une prohibition effective des subventions d'une part, et l'assurance que la prohibition des subventions ne serait pas indûment déclenchée, d'autre part.

14. Le texte actuel, qui n'a pas été modifié par rapport à la version du précédent projet, représente un juste milieu entre ceux qui veulent que la prohibition s'applique à tous les navires d'un opérateur, et ceux qui veulent qu'elle s'applique uniquement aux navires impliqués dans l'incident particulier de pêche INN. En particulier, le projet de texte actuel ne précise pas un cas ou l'autre; en revanche, il vise à faire en sorte que la portée de la prohibition de la subvention soit déterminée par la portée de la détermination de pêche INN. En l'espèce, si une détermination de pêche INN implique un seul navire, ce sont les subventions à ce navire qui seraient prohibées. Si, toutefois, une détermination de pêche INN implique un opérateur dans son ensemble, au lieu ou en plus du navire, la prohibition concernerait les subventions à l'opérateur en plus ou au lieu des subventions au navire. Cela est compatible avec l'interprétation généralement admise selon laquelle l'OMC ne devient ni ne devrait devenir elle-même impliquée dans les déterminations de pêche INN, ou ne préjuge ni ne devrait préjuger de la nature et la portée du fond des déterminations de pêche INN. Cette interprétation est cruciale pour de nombreux Membres.

Article 3.2

15. L'article 3.2 définit ce qui constitue la pêche INN au sens de l'article 3.1; autrement dit, il définit ce qui constitue la pêche INN aux fins du déclenchement de la prohibition des subventions prévue à l'article 3.1. En particulier, un navire ou un opérateur est considéré comme pratiquant la pêche INN lorsque cette pratique a été constatée par l'une des entités énumérées à l'article 3.2, à savoir un Membre côtier, un État du pavillon Membre ou une organisation régionale de gestion de la pêche (ORGP) ou un arrangement régional de gestion de la pêche (ARGP) pertinent.

16. L'énumération de ces entités n'a pas pour vocation d'affecter leur compétence en matière d'établissement de déterminations de pêche INN, ni de créer une hiérarchie entre elles. Le texte actuel contient un libellé l'indiquant clairement.

- La note de bas de page 6 relative au texte introductif de l'article 3.2 dispose clairement ce qui suit: "Rien dans le présent article ne sera interprété comme affectant la compétence des entités énumérées au titre des instruments internationaux pertinents ou conférant de nouveaux droits aux entités énumérées pour ce qui est d'établir des déterminations de pêche INN". Le but est simplement de clarifier ce qui a toujours été le but de cette note de bas de page. C'est-à-dire que le fait d'être mentionné dans cette disposition de l'accord ne modifie pas, et surtout n'élargit pas, les rôles de ces entités au-delà de ceux qui existent déjà en vertu d'autres instruments internationaux pertinents. C'est l'un des changements qui ont résulté du travail ciblé du groupe de Membres chargé de trouver un terrain d'entente possible sur l'article 3.3.
- Le texte introductif précise également qu'un navire ou un opérateur n'est considéré comme pratiquant la pêche INN que s'il existe une détermination "positive" en ce sens. Le qualificatif "positive" permet de préciser qu'une détermination positive établie par une quelconque entité énumérée n'est pas annulée ou infirmée par une détermination négative établie par une quelconque autre entité énumérée. Cette disposition est conforme au libellé de l'article 3.3a), qui définit une détermination positive comme la constatation finale du fait qu'un navire ou un opérateur "a pratiqué la pêche INN", ou l'inscription définitive d'un navire ou opérateur sur une liste par une ORGP/un ARGP.
- Le texte introductif de l'article 3.2 dispose en outre qu'une détermination positive peut être établie par "l'une quelconque" des entités ci-après. Les entités énumérées sont reliées par la conjonction "ou", qui précise qu'il n'existe entre elles aucune hiérarchie.

17. Deux modifications ont été apportées au projet de texte actuel par rapport à la version précédente. Premièrement, le terme "eaux" à l'alinéa a) a été remplacé par le terme "zones". Il s'agit d'une modification technique faisant suite aux préoccupations soulevées par certains Membres au cours de la récente discussion sur le sujet, selon lesquelles le terme "eaux" pourrait être trop étroit pour couvrir toutes les ressources biologiques marines d'un Membre côtier, telles que les espèces sédentaires dans la zone du plateau continental d'un Membre côtier.

18. À l'alinéa c), la condition "y compris par la présentation dans les moindres délais d'une notification et des renseignements pertinents" a été ajoutée en ce qui concerne la détermination de pêche INN par une ORGP/un ARGP. Il s'agit de l'une des modifications issues des travaux ciblés du groupe de Membres chargé de trouver un terrain d'entente possible sur l'article 3.3. L'une des préoccupations identifiées dans ce processus était que les déterminations de pêche INN établies par des ORGP/ARGP ne sont pas soumises aux prescriptions de procédure énoncées à l'article 3.3 b). Étant donné que ce texte concerne spécifiquement les déterminations de pêche INN établies par des Membres côtiers, il ne correspond pas exactement à la situation des ORGP/ARGP; en outre, l'alinéa c) fait déjà référence aux règles et procédures concernant les ORGP/ARGP et au droit international pertinent. Afin de répondre plus explicitement aux préoccupations à caractère procédural concernant les déterminations de pêche INN établies par une ORGP/un ARGP, un texte a été ajouté exigeant la présentation en temps utile par l'ORGP/ARGP d'une notification et des renseignements pertinents.

Article 3.3

19. L'article 3.3 énonce les conditions de déclenchement de la prohibition des subventions figurant à l'article 3.1. L'alinéa a) dispose que la "détermin[ation] ... positive" mentionnée à l'article 3.2 est la "constatation finale" de pêche INN établie par un Membre côtier ou un État du pavillon Membre dans le cas d'une détermination de pêche INN par un Membre côtier ou un État du pavillon Membre, et l'"inscription finale" dans le cas d'une ORGP/d'un ARGP.

20. L'alinéa b) contient les conditions spécifiques applicables aux déterminations de pêche INN établies par des Membres côtiers. Comme il a été noté plus haut, cette disposition est issue des travaux d'un groupe de Membres ayant des vues divergentes, et le projet actuel marque un changement significatif par rapport au projet antérieur qui contenait deux variantes qui reflétaient cette divergence de vues. L'une des variantes reflétait une approche qualitative, qui exigeait que la

détermination de pêche INN soit établie sur la base d'"éléments de preuve positifs" et dans le respect d'une "procédure régulière". De nombreux Membres soutenaient fortement cette approche, certains suggérant un libellé différent, mais toujours de nature qualitative, tel que "processus équitables, transparents et non discriminatoires".

21. Par ailleurs, de vives préoccupations ont également été exprimées au sujet de cette approche qualitative, qui était perçue comme offrant la possibilité à l'OMC, y compris son système de règlement des différends, de se prononcer sur le fond des déterminations nationales de pêche INN et des processus nationaux judiciaires et quasi judiciaires connexes. Initialement, certains des Membres ayant soulevé ces préoccupations s'étaient opposés à toute sorte de prescriptions relatives aux déterminations de pêche INN qu'ils établiraient en tant que Membres côtiers, préférant au lieu de cela le déclenchement automatique de la prohibition des subventions une fois qu'un Membre côtier aurait établi une détermination de pêche INN.

22. L'approche énoncée à l'article 3.3 b) de ce texte ne contient pas de libellé pour un critère qualitatif tel que celui d'une "procédure régulière". Au lieu de cela, cette approche est fondée sur la réalisation d'étapes procédurales spécifiques requises, énoncées dans le texte introductif de l'article 3.3 b) et dans ses alinéas i) à iii). Ces prescriptions visent à apporter plus de clarté et de certitude quant à ce que le Membre côtier est obligé de faire pour que sa détermination de pêche INN déclenche la prohibition de la subvention telle qu'elle s'applique au Membre qui accorde la subvention.

23. Premièrement, le texte introductif de l'article 3.3 b) prescrit que la détermination soit fondée sur des éléments de preuve factuels pertinents. Deuxièmement, les alinéas i) à iii) énumèrent les éléments que le Membre côtier doit fournir à l'État du pavillon Membre et/ou au Membre qui accorde la subvention s'il est connu.

24. S'agissant de la prescription relative aux éléments de preuve factuels figurant dans le texte introductif, la question est analogue à celle concernant l'expression "éléments de preuve positifs" examinée précédemment. De nombreux Membres ont estimé qu'il s'agissait d'un concept universel et bien établi. Comme il a été noté plus haut, certains Membres craignaient toutefois que ce critère ne permette à l'OMC d'examiner la qualité de la base d'éléments de preuve des déterminations nationales de pêche INN, et ont insisté pour qu'il ne soit pas fait référence à de quelconques éléments de preuve ou renseignements à l'appui. L'expression "renseignements factuels pertinents" représente un compromis entre ces vues opposées, et il est maintenant prescrit que les déterminations de pêche INN soient fondées sur des renseignements factuels pertinents, ce qui ne laisse pas la possibilité que la qualité de ces renseignements soit mise en doute ou jugée dans la cadre de l'OMC.

25. L'alinéa i) prescrit qu'il y ait une notification en temps utile à l'État du pavillon Membre et/ou au Membre qui accorde la subvention s'il est connu indiquant le début du processus pouvant potentiellement conduire à une détermination de pêche INN – à savoir soit "indiquant qu'un navire ou un opérateur a été temporairement détenu dans l'attente d'une enquête plus approfondie pour avoir pratiqué" la pêche INN ou "que le Membre côtier a ouvert une enquête sur" la pêche INN. Une telle notification devrait être faite par des voies appropriées et comprendre une "référence à tous renseignements factuels pertinents, lois, réglementations, procédures administratives, ou aux autres mesures pertinentes applicables".

26. L'alinéa ii) prescrit que le Membre côtier donne à l'État du pavillon Membre et/ou au Membre qui accorde la subvention "la possibilité d'échanger des renseignements pertinents avant l'établissement d'une détermination, de façon à permettre que ces renseignements soient pris en considération dans la détermination finale". Il n'y a pas de forme prescriptive ou rigide quant à la façon dont cet échange devrait avoir lieu, comme il est précisé dans la note de bas de page 8, qui indique que cet échange pourra inclure la possibilité de dialoguer ou de procéder à un échange écrit si cela est demandé. À cette fin, le projet de texte dispose qu'il appartient au Membre côtier de préciser la façon dont cet échange de renseignements devrait être mené.

27. L'alinéa iii) prescrit que le Membre côtier notifie la détermination finale et toutes sanctions appliquées, y compris, le cas échéant, leur durée, à l'État du pavillon Membre et/ou au Membre qui accorde la subvention. Ainsi, les alinéas i) à iii) énoncent en détail les obligations bilatérales du Membre côtier vis-à-vis de l'État du pavillon Membre et/ou du Membre qui accorde la subvention du

début à la fin de la procédure conduisant à une détermination finale qui déclenche la prohibition de la subvention.

28. Une autre obligation de notification multilatérale, au Comité établie par l'Accord, figure dans la partie finale de l'article 3.3. Cette disposition prescrit que le Membre côtier notifie ses déterminations positives de pêche INN au Comité. Cette prescription de notification vise à assurer la transparence en ce qui concerne les déterminations de pêche INN qui sont pertinentes au titre de l'Accord, et à informer tous les Membres étant donné que le Membre qui subventionne un navire ou un opérateur donné dont il a été déterminé qu'il pratiquait la pêche INN n'est pas toujours connu.

29. Il y a une condition additionnelle dans la première partie du texte de l'alinéa b), qui contient la prescription selon laquelle la détermination de pêche INN du Membre côtier doit être "fondée sur des renseignements factuels pertinents". Cela vise à faire en sorte que les déterminations de pêche INN sont fondées sur des faits.

30. La lecture conjointe de toutes ces dispositions montre que le nouveau projet de texte actuel de l'article 3.3 représente un équilibre très délicat entre des divergences de vues de longue date sur cette disposition. Elle conserve des contrôles importants s'agissant des déterminations de pêche INN établies par des Membres côtiers au moyen de prescriptions procédurales objectives et d'un critère fondé sur des faits. Cela renforce également l'efficacité de la discipline concernant les subventions en évitant et en réduisant au minimum l'examen subjectif des déterminations de pêche INN établies par des autorités compétentes.

Article 3.4

31. L'article 3.4 concerne la durée minimale de la prohibition de la subvention basée sur une détermination positive de pêche INN. Cet article, qui est également le produit des travaux du groupe qui a élaboré le libellé de l'article 3.3, impose au Membre accordant la subvention, lorsqu'il définit la durée de la prohibition résultant d'une détermination de pêche INN, de tenir compte de la nature, de la gravité et de la répétition des activités de pêche INN menées. Cet article dispose en outre que la prohibition s'appliquera au moins aussi longtemps que la sanction visant le navire ou l'opérateur qui résulte de la détermination de pêche INN, ou au moins tant que le navire ou l'opérateur est inscrit sur une liste par une ORGP/un ARGP, la période la plus longue étant retenue.

32. Les Membres sont globalement convenus que la proportionnalité entre la pêche INN considérée et la prohibition de la subvention était importante, mais il existait des divergences de longue date quant à la manière de refléter cet élément dans les disciplines. Certains Membres considéraient que la proportionnalité était déjà prise en compte par les entités compétentes qui établissent les déterminations de pêche INN et qui définissent les sanctions ou inscrivent un navire ou un opérateur comme ayant pratiqué la pêche INN. De ce point de vue, une détermination positive de pêche INN et la sanction ou l'inscription sur une liste d'un navire ou d'un opérateur devraient être considérées comme proportionnelles à l'infraction, ce qui signifie que la durée minimale de la prohibition basée sur la durée de la sanction serait aussi nécessairement proportionnelle à la gravité de l'infraction.

33. D'autres Membres craignaient que la proportionnalité ne soit pas toujours reflétée dans la sanction ou l'inscription sur une liste d'un navire ou d'un opérateur. Rappelant qu'un Membre qui accorde une subvention devrait supprimer ses subventions par suite des déterminations de pêche INN établies par un autre Membre ou une autre entité, ils considéraient que le Membre qui accorde la subvention devrait être en mesure ou tenu de prendre en compte la proportionnalité quand il détermine la durée de la prohibition de la subvention.

34. Cette question était perçue comme étant intrinsèquement liée à l'article 3.3 par de nombreux Membres, car l'une des questions essentielles est de savoir si et comment la proportionnalité est prise en compte par l'entité qui établit la détermination de pêche INN et décide de la sanction ou de l'inscription sur une liste d'un navire ou d'un opérateur. Globalement, dans le contexte du projet actuel d'article 3.3, les Membres sont généralement satisfaits de la structure de l'article 3.4, qui définit la durée minimale de la prohibition de la subvention comme étant celle de la sanction ou de l'inscription sur une liste par une ORGP/un ARGP, tout en reconnaissant que la proportionnalité doit aussi être prise en compte par le Membre qui accorde la subvention pour définir la durée de la prohibition de la subvention au-delà du minimum.

35. Cela dit, le libellé actuel contient certaines clarifications sur plusieurs aspects:

- le texte actuel dispose que le Membre qui accorde la subvention "tiendra compte" de la proportionnalité, au lieu de la formulation permissive "pourra tenir compte" employée dans le texte précédent. Cette modification visait à clarifier que le Membre qui accorde la subvention n'a pas seulement le droit, mais aussi l'obligation, de tenir compte de la proportionnalité lorsqu'il définit la durée de la prohibition de la subvention;
- le texte actuel clarifie également que la durée de la sanction, ou de l'inscription sur une liste par une ORGP/un ARGP d'un navire ou un opérateur comme ayant pratiqué la pêche INN, est la durée minimale de la prohibition de la subvention, en ajoutant que la prohibition s'appliquera "au moins" aussi longtemps que la sanction ou l'inscription sur une liste;
- la note de bas de page 9 a été clarifiée par la suppression de la liste exemplative concernant l'arrêt de l'application des sanctions, car elle a été généralement jugée inutile;
- le texte actuel clarifie que les sanctions sont imposées par les Membres côtiers, tandis que l'inscription sur une liste d'un navire ou un opérateur comme ayant pratiqué la pêche INN est effectuée par une ORGP/un ARGP.

36. Fait important, le texte actuel de l'article 3.4 reflète un équilibre délicat entre les disciplines relatives à la pêche INN dans leur ensemble. En relation avec l'article 3.3, il est lié à l'article 3.3 b) iii), qui exige la notification directe par le Membre côtier à l'État du pavillon Membre et/ou au Membre qui accorde la subvention, s'il est connu, de toutes sanctions qu'il a appliquées et, le cas échéant, de leur durée. Le Membre côtier est également tenu de notifier toute détermination positive au Comité. Le Membre qui accorde la subvention est à son tour aussi responsable, au titre du nouvel article 3.5, de notifier au Comité les mesures qu'il a prises s'agissant de l'application de la prohibition de la subvention au titre de l'article 3.1. Ces éléments sont considérés comme des éléments essentiels qui sont liés au texte actuel de l'article 3.4 et le complètent, d'une part en faisant en sorte que le Membre côtier ait informé le Membre qui accorde la subvention de la détermination finale, ainsi que de la sanction et de sa durée, et d'autre part en exigeant que le Membre qui accorde la subvention notifie la mise en œuvre des obligations qui lui incombent au titre de l'article 3.4.

37. En outre, et comme indiqué ci-dessus, certains Membres considèrent également que la définition du terme "opérateur" dans la note de bas de page 4 fait partie de l'équilibre général de ce pilier, et est particulièrement liée à l'article 3.4. Pour ces Membres, s'il n'y a pas de limitation de la portée de la prohibition des subventions à tel(s) ou tel(s) navire(s) pratiquant la pêche INN, une flexibilité additionnelle à l'article 3.4 serait justifiée. Comme indiqué ci-dessus, d'autres Membres considèrent que la proportionnalité est prise en compte par les autorités compétentes dans ces situations, comme elle l'est dans toute autre détermination de pêche INN.

Article 3.5

38. Comme il est indiqué plus haut, l'article 3.5 est un nouveau libellé figurant dans le texte actuel, qui prescrit que le Membre qui accorde la subvention doit notifier au Comité, conformément à l'article 8.3, les mesures qu'il a prises en application de l'article 3.1, c'est-à-dire les mesures qu'il a prises pour mettre en œuvre la prohibition des subventions déclenchée par une détermination de pêche INN. Si l'article 8.3 est une disposition générale prescrivant la prise de mesures pour assurer la mise en œuvre et l'administration des disciplines, il a été jugé justifié d'inclure un libellé plus spécifique à l'article 3 pour assurer la transparence de la mise en œuvre de la prohibition prévue à l'article 3.1 dans les cas particuliers où elle est appliquée. En outre, comme il est expliqué plus haut, le libellé actuel prévoit effectivement l'alignement de la portée de la prohibition sur celle de la détermination de pêche INN, en particulier s'agissant du point de savoir si celle-ci visait certains navires uniquement, ou si elle visait également ou uniquement l'opérateur.

Article 3.6

39. L'article 3.6 définit un rôle que les États du port Membres pourraient jouer dans les disciplines relatives aux subventions à la pêche INN. Cette disposition reflète la reconnaissance par les Membres

de la position unique des États du port Membres dans la lutte contre la pêche INN, y compris conformément à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port. En particulier, l'article 3.6 dispose que, lorsqu'un État du port Membre a notifié un Membre qui accorde une subvention qu'il a des raisons claires de croire qu'un navire qui se trouve dans son port a pratiqué la pêche INN, le Membre qui accorde la subvention prendra dûment en considération ces renseignements et prendra les mesures qu'il jugera appropriées.

Article 3.7

40. L'article 3.7 est une obligation de mettre en œuvre des lois, réglementations et/ou procédures administratives pour faire en sorte que les subventions prohibées ne soient pas accordées ou maintenues. Bien que ce texte n'ait pas été modifié par rapport à celui du projet de texte précédent, la prescription en matière de notification pour les instruments visés à l'article 3.7 a été supprimée compte tenu du point de vue de Membres selon lequel elle faisait double emploi avec la prescription énoncée à l'article 8.3.

Article 3.8

41. L'article 3.8 prévoit un traitement spécial et différencié (TSD) pour le pilier pêche INN, sous la forme d'une "clause de paix". Cette clause de paix est de deux ans pour les Membres en développement, y compris les pays les moins avancés Membres, en ce qui concerne les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche à faibles revenus, limitées en ressources et de subsistance, dans une zone allant jusqu'à 12 milles marins mesurés à partir des lignes de base. En tant que clause de paix, elle signifie que les disciplines s'appliquent effectivement mais ne seraient pas assujetties aux procédures de règlement des différends. Cela concorde avec le point de vue partagé par de nombreux Membres, y compris de nombreux Membres en développement, selon lequel les subventions à la pêche INN devraient être éliminées. Dans le même temps, la situation toute particulière et vulnérable du secteur de la pêche artisanale a été citée comme représentant une difficulté particulière pour les Membres en développement dans la mise en œuvre des disciplines. La clause de paix figurant à l'article 3.8 est censée répondre à ces deux préoccupations, tout en allant dans le sens du mandat consistant à éliminer les subventions à la pêche INN. Il convient de noter que la période de 2 ans et la limite de 12 milles marins restent entre crochets, de même que la disposition dans son intégralité, ce qui signifie que les discussions sur toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié se poursuivent.

42. Il peut être utile de clarifier certaines questions relatives au champ d'application qui ont été soulevées au titre du point concernant les subventions contribuant à la pêche INN mais qui peuvent être de nature plus générale. Cela concernerait le soutien à des fins de subsistance, qui pourrait prendre diverses formes telles qu'une aide monétaire ou un soutien nutritionnel direct, accordés pour aider les familles pendant la saison de fermeture de la pêche. Dans la situation où il a été constaté qu'un pêcheur a pratiqué la pêche de manière illicite, la question se pose de savoir si ce soutien à des fins de subsistance serait prohibé au motif qu'il contribue à la pêche INN. Il est difficile de voir comment ce soutien nutritionnel ou à des fins de subsistance pourrait être considéré comme une subvention "à la pêche de capture marine et aux activités liées à la pêche en mer", étant donné qu'au moment où le bénéficiaire recevait l'aide, il n'était pas autorisé à pêcher. En outre, même si c'était le cas aux fins de l'argumentation, la durée de toute prohibition de la subvention découlant d'une détermination de pêche INN serait liée à la durée de la sanction appliquée pour la pêche illicite au moyen de l'article 3.4. Enfin, l'établissement de son régime de pêche INN, y compris toutes sanctions applicables, incombe à chaque Membre.

ARTICLE 4: SUBVENTIONS CONCERNANT LES STOCKS SUREXPLOITÉS

43. L'article 4, qui porte sur les subventions visant des stocks surexploités, est la deuxième des disciplines fondamentales de l'Accord et concerne les situations dans lesquelles des subventions sont accordées à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant un stock reconnu comme surexploité par un Membre côtier ou une ORGP/un ARGP pertinent.

Article 4.1

44. L'article 4.1 prévoit l'interdiction des subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant un stock surexploité.

Article 4.2

45. L'article 4.2 décrit la situation dans laquelle un stock est considéré comme surexploité, c'est-à-dire quand il est reconnu comme tel par un Membre côtier ayant juridiction sur la zone dans laquelle la pêche a lieu ou par une ORGP/un ARGP pertinent dans la zone et pour les espèces relevant de sa compétence sur la base des meilleures preuves scientifiques dont ils disposent. À l'évidence, les meilleures preuves scientifiques disponibles dépendent de nombre de facteurs, y compris les données disponibles, la nature des zones de pêche (par exemple les pêcheries tropicales multiespèces pour lesquelles il peut être difficile d'établir des données concernant les stocks pris individuellement), et les ressources disponibles pour recueillir et évaluer les données.

Article 4.3

46. À titre d'exception à l'article 4.1, l'article 4.3 dispose qu'un Membre pourra accorder ou maintenir des subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant un stock surexploité si les subventions visent à reconstituer le stock à un niveau biologiquement durable. À titre complémentaire ou subsidiaire, un Membre pourra accorder des subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant un stock surexploité quand d'autres mesures sont mises en œuvre afin de reconstituer le stock à un niveau biologiquement durable.

47. L'expression "niveau biologiquement durable" est définie dans la note de bas de page 10. Il est de nouveau fait référence à cette note de bas de page à l'article 5.1.1, où elle a le même sens: le niveau déterminé par un Membre côtier ayant juridiction sur la zone dans laquelle la pêche ou l'activité liée à la pêche a lieu, au moyen de points de référence tels que le rendement maximal durable (RMD) ou d'autres points de référence, correspondant aux données disponibles pour la pêcherie; ou par une ORGP/un ARGP pertinent dans les zones et pour les espèces relevant de sa compétence.

48. La note de bas de page mentionne le RMD à titre d'exemple d'un point de référence qui pourrait être employé pour déterminer le niveau biologiquement durable d'un stock de poissons. La note de bas de page 10 ne crée aucune hiérarchie ou n'implique aucune préférence concernant le choix d'un point de référence approprié pour établir le niveau biologiquement durable, car les points de référence pourraient reposer sur des méthodes ou indicateurs autres que le concept de RMD et pourraient être indépendants d'un tel concept. Il appartient à chaque Membre de déterminer les indicateurs et la méthode appropriés pour calculer le niveau biologiquement durable d'une façon qui convient le mieux à la situation précise et correspondant aux données disponibles pour la pêcherie. Les ORGP/ARGP pertinents déterminent le niveau biologiquement durable dans les zones et pour les espèces relevant de leur compétence.

49. Des préoccupations ont été soulevées concernant la possibilité qu'une subvention accordée pour une pêcherie particulière puisse respecter les conditions énoncées à l'article 4.3 (à savoir que cette subvention ou d'autres mesures sont appliquées pour reconstituer le stock) et, en parallèle, ne pas respecter les conditions énoncées à l'article 5.1.1. Ces préoccupations portent sur le fait qu'au titre de l'article 5.1.1, un Membre serait tenu de démontrer que des mesures sont mises en œuvre pour maintenir le stock à un niveau biologiquement durable, tandis qu'une telle démonstration serait impossible si le stock était reconnu comme surexploité. En l'espèce, l'article 4 concerne et prévoit un ensemble spécifique de règles pour la situation distincte dans laquelle le stock a été reconnu comme surexploité par le Membre côtier ou une ORGP/un ARGP. De fait, un stock de poissons reconnu comme surexploité est particulièrement vulnérable et les conditions énoncées à l'article 4.3 visent à être plus strictes que celles énoncées à l'article 5.1.1, car l'objet de l'article 4.3 est de prévoir que des subventions ou d'autres mesures viseront à reconstituer le stock à un niveau biologiquement durable, alors que celui de l'article 5.1.1 est de maintenir le stock à un tel niveau.

50. Par conséquent, même s'il n'est pas possible pour l'Accord d'anticiper toutes les situations susceptibles de se présenter, l'article 4 est censé être la disposition spécifiquement prévue pour traiter les subventions accordées quand un stock est déjà en deçà d'un niveau biologiquement durable et l'article 5.1.1 est censé être la disposition spécifiquement prévue quand un stock reste au-dessus d'un tel niveau. Il n'est pas impossible que les articles 4 et 5 puissent tous deux s'appliquer dans certaines situations, mais, dans la plupart des cas, si le stock ou les stocks en question sont reconnus comme surexploités, alors les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche devraient respecter les prescriptions de l'article 4.3.

51. Une autre question qui a été soulevée concerne les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche dans les pêcheries multiespèces où seuls certains des stocks sont reconnus comme surexploités. Dans ces cas, l'article 4 ne vise pas à créer la présomption que les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche sur ces stocks sont prohibées. Au lieu de cela, la même prescription que celle de l'article 4.3 s'appliquerait, à savoir que des subventions ou des mesures sont mises en œuvre afin de reconstituer le stock ou les stocks surexploités à un niveau biologiquement durable.

Article 4.4

52. L'article 4.4 est identique à l'article 3.8 et a la même finalité, c'est-à-dire, pour une période de 2 ans, les subventions accordées ou maintenues par les pays en développement Membres, y compris les PMA Membres, à la pêche ou aux activités liées à la pêche à faibles revenus, limitées en ressources et de subsistance dans une zone allant jusqu'à 12 milles marins mesurés à partir des lignes de base seraient exemptées des actions fondées sur les articles 4.1 et 10 de l'accord. En d'autres termes, cette disposition joue le rôle d'une "clause de paix" s'agissant des différends engagés concernant de telles subventions. Il convient de noter que la période de 2 ans et la limite de 12 milles marins restent entre crochets, de même que la disposition dans son intégralité, ce qui signifie que les discussions sur toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié se poursuivent.

ARTICLE 5: SUBVENTIONS CONTRIBUANT À LA SURCAPACITÉ ET À LA SURPÊCHE

Article 5.1 et article 5.1.1

53. L'article 5 contient les disciplines relatives aux subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche. Les disciplines fondamentales relevant de ce pilier sont fondées sur l'approche "hybride", de compromis, basée sur une liste de subventions présumément prohibées caractérisées par des éléments liés à la durabilité. Ainsi, la discipline comprend la prohibition énoncée à l'article 5.1 et les réserves énoncées à l'article 5.1.1, lues conjointement.

54. L'article 5.1 comprend un texte introductif contenant la principale prohibition, suivi par une liste exemplative de subventions aux alinéas a) à i) qui sont présumées contribuer à la surcapacité ou à la surpêche. L'article 5.1 est ensuite nuancé par l'article 5.1.1, qui dispose qu'une subvention n'est pas incompatible avec l'article 5.1 si le Membre qui accorde la subvention démontre que des mesures sont mises en œuvre pour maintenir les stocks de poissons à un niveau biologiquement durable. Pour mémoire, l'expression "niveau biologiquement durable" figurant à l'article 5 est définie de manière identique à cette même expression figurant à l'article 4 au moyen d'une seule note de bas de page, la note de bas de page 10.

55. Au cours des discussions que nous avons eues sur ces dispositions, des questions ont été soulevées au sujet de la présomption selon laquelle les subventions énumérées contribuaient à la surcapacité et à la surpêche. Une préoccupation particulière est que cette présomption signifierait qu'aucune des subventions des types mentionnés dans l'article 5.1 ne pourrait être accordée tant que la démonstration visée à l'article 5.1.1 n'avait pas été effectuée. Ayant soigneusement examiné les différentes suggestions en vue de répondre à cette préoccupation en restructurant ces dispositions, j'estime que le but et l'effet de ces suggestions sont essentiellement les mêmes que ceux des dispositions telles qu'elles sont actuellement rédigées, même si des approches différentes sont utilisées. En particulier, les dispositions de l'article 5.1.1 ne contiennent aucune obligation de faire la démonstration mentionnée avant qu'un type de subvention énuméré puisse être accordé, ni aucune obligation implicite d'arrêter tous les subventionnements actuels jusqu'à ce que cette démonstration soit faite. Au lieu de cela, le but et le fonctionnement du texte visent à faire en sorte que les mesures de durabilité constituent un facteur important à prendre en compte lors de l'octroi et du maintien de subventions, et que les décisions de subventionnement intègrent aussi des considérations de durabilité. C'est cet ensemble lié de subventions et de mesures de durabilité – rédigées et mises en œuvre comme le Membre le juge approprié – qui ferait l'objet de la démonstration. Quant à la démonstration elle-même, elle commencerait évidemment par les notifications exigées à l'article 8 et l'examen par le Comité de ces notifications comme le prévoit l'article 9.

56. En particulier, ce processus d'examen permettrait aux autres Membres de poser des questions et d'identifier tout sujet de préoccupation, et cela pourrait donner lieu ensuite à des discussions bilatérales. Enfin, en dernier ressort, il serait possible d'engager une procédure de règlement des différends pour examiner la question. Par conséquent, alors que la liste de l'article 5.1 mentionne certaines formes de subventions qui ont été identifiées dans de nombreuses propositions et ailleurs comme ayant le plus grand potentiel de contribuer à la surcapacité et à la surpêche, la liste ne constitue pas une prohibition générale de ces subventions. Au lieu de cela, les dispositions de l'article 5.1.1 indiquent clairement que, parce que la question est celle des subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche – des concepts relatifs qui ne peuvent se comprendre que dans le contexte d'une pêcherie donnée – la question de savoir si une subvention donnée est prohibée ne peut être déterminée que dans le contexte de la pêcherie dans laquelle elle est accordée. C'est exactement ce contexte qui fait l'objet de la démonstration mentionnée à l'article 5.1.1.

57. Pour être plus précis, d'après ma lecture du projet de texte actuel, je m'attendrais à ce que, dans la majorité des cas, le simple respect des prescriptions en matière de notification soit suffisant pour "démontrer" d'une manière satisfaisante pour les autres Membres que les éléments relatifs à la durabilité prévus à l'article 5.1.1 ont été respectés. Dans la plupart des autres cas, une clarification serait apportée au moyen des travaux du Comité et d'un dialogue entre les Membres. Un exemple utile est l'expérience acquise dans le cadre des Accords SPS et OTC. Au cours des plus de 25 ans de fonctionnement de ces accords, il y a eu des dizaines de milliers de notifications. Au sujet de celles-ci, seulement plusieurs centaines de préoccupations commerciales spécifiques ont été soulevées et seulement quelques différends engagés. La plupart de ces différends ont été réglés avant même d'arriver au stade de la décision d'un groupe spécial.

58. Vu sous ce jour, la démonstration de la durabilité au titre de l'article 5.1.1 n'est ni une norme impossible ni une étape procédurale dénuée de sens. C'est plutôt une étape qui commencerait avec les données disponibles et autres renseignements sur la subvention, la ou les pêcheries considérées et les mesures de gestion particulières et qui tiendrait compte de ces données. Elle inclurait également les divers types d'examen multilatéral et autres formes de contrôle prévus par les disciplines.

Articles 5.2

59. L'article 5.2 vise à compléter la principale prohibition énoncée à l'article 5.1 concernant les subventions qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche. Il prévoit une prohibition de toutes les subventions pour la pêche ou les activités liées à la pêche en haute mer – c'est-à-dire en dehors de la juridiction d'un Membre côtier ou d'un pays côtier non Membre et en dehors de la zone de compétence d'une ORGP/un ARGP.

60. Des questions ont été soulevées au sujet de la relation entre la prohibition énoncée à l'article 5.2 et la prohibition des subventions qui sont subordonnées ou liées à la pêche en dehors de la juridiction du Membre qui accorde la subvention mentionnée à l'alinéa i) de la liste des subventions figurant à l'article 5.1. Une question particulière est le point de savoir si les subventions mentionnées à l'alinéa i), qui peuvent être accordées sous réserve de la démonstration prévue à l'article 5.1.1, pourraient être accordées en haute mer non réglementée, et dans l'affirmative, si l'article 5.2 serait privé de son effet. Selon mon interprétation, la réponse est clairement négative. Premièrement, la note de bas de page 10 énonce clairement que la démonstration mentionnée à l'article 5.1.1 ne peut être faite qu'en ce qui concerne des zones relevant de la juridiction d'un Membre côtier et pour les zones et espèces relevant de la compétence d'une ORGP/un ARGP pertinent. En d'autres termes, l'article 5.1.1 y compris la note de bas de page y relative est limité à ces zones. Conjointement à cela, l'article 5.2 prévoit une prohibition pure et simple de toutes les subventions dans d'autres zones, à savoir la haute mer non réglementée en dehors de la juridiction ou de la compétence de tout Membre côtier ou pays côtier non Membre ou de toute ORGP/tout ARGP. En d'autres termes, la conditionnalité en matière de durabilité au titre de l'article 5.1.1 pour accorder des subventions autrement prohibées au titre de l'article 5.1 prohibe *de facto* les subventions dans les zones où cette démonstration ne peut pas avoir lieu, y compris la haute mer. L'article 5.2 renforce cette prohibition en clarifiant que les subventions pour la pêche ou pour les activités liées à la pêche en haute mer non réglementée sont prohibées non seulement de fait, mais aussi en droit.

Article 5.3

61. L'article 5.3 sur les subventions pour un navire ne battant pas le pavillon du Membre qui accorde la subvention comporte deux variantes.

62. La variante 1 contient un libellé qui reflète les vues des Membres qui considèrent que cette disposition est nécessaire.

63. Certains Membres rejettent la présomption qui sous-tend la prohibition proposée dans la variante 1 et ont insisté pour qu'elle soit supprimée. Un libellé différent a été suggéré pour répondre à cette préoccupation, et il est inclus dans le texte de l'article 5.3 en tant que variante 2.

64. Les deux variantes figurent entre crochets et plus de discussions et d'engagement de la part des délégations concernées sont nécessaires sur cette question.

Article 5.4

65. L'article 5.4 concerne le traitement spécial et différencié (TSD) pour les subventions en lien avec la surcapacité et la surpêche. Le TSD est une question particulièrement préoccupante pour de nombreux Membres. Comme les articles 3.8 et 4.4, l'article 5.4 reste une question en suspens qui doit être résolue dans le cadre d'une discussion plus vaste concernant l'approche globale du TSD dans cet accord.

66. Compte tenu des divergences de vues sur ce sujet, avant que je distribue la version précédente de ce texte (sous la cote TN/RL/W/276/Rev.2), les Membres m'ont demandé, en tant que Président, de m'efforcer de réunir différents éléments sous forme d'un nouveau texte propre sur le TSD pour l'article 5, qui refléterait ce qui, à mon sens, pourrait constituer un terrain d'entente conciliant différentes vues. Sur la base de toutes les discussions menées dans le cadre du Groupe de négociation sur les règles, des propositions et des suggestions de texte présentées par les Membres, j'ai rédigé l'article 5.4 dans l'objectif d'accroître la convergence de vues entre les Membres dans cette partie du texte. Les discussions sur le TSD dans son ensemble se poursuivent et, par conséquent, la structure et le libellé de l'article 5.4 sont identiques à ceux du document TN/RL/W/276/Rev.2. L'ensemble de l'article 5.4 est entre crochets pour indiquer que les dispositions sont toujours à l'examen.

67. La note de bas de page 12, qui est nouvelle, dispose que l'article 5.4, c'est-à-dire les dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les subventions en lien avec la surcapacité et la surpêche, ne s'appliquera pas aux Membres dont la part annuelle du volume mondial de la production de la pêche de capture marine est égale ou supérieure à 10% selon les données les plus récentes publiées par la FAO. Elle vient répondre aux nombreux appels lancés au cours des discussions sur les versions précédentes du texte, selon lesquels les pays en développement Membres représentant une part relativement importante de la pêche mondiale ne devraient pas être en mesure d'invoquer les dispositions relatives au TSD.

68. L'article 5.4 a) prévoit une période de transition permettant aux pays en développement Membres d'accorder ou de maintenir les subventions mentionnées dans l'article 5.1. La durée de cette période de transition est indiquée par un espace réservé entre crochets indiquant "X" années pour refléter les discussions en cours sur ce texte, selon lesquelles il devrait n'y avoir aucune ou, au mieux, une très courte, période de transition, ou une période de transition de 25 ans. Cette disposition indique aussi que les pays en développement Membres qui ont l'intention d'utiliser cette période de transition en informeront le Comité par écrit avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

69. L'article 5.4 b) prévoit certaines flexibilités qui s'appliqueraient au-delà de la période de transition mentionnée à l'article 5.4 a), à savoir, dans l'alinéa i) pour les pays en développement Membres avec une petite part individuelle du volume mondial de la production de la pêche de capture, et dans l'alinéa ii) pour tous les pays en développement Membres en ce qui concerne les subventions à la pêche de subsistance, à la pêche artisanale et à la pêche à petite échelle.

70. L'article 5.4 b) i) prévoit un TSD sous la forme d'une exemption de l'article 5.1, fondé sur la part annuelle du volume mondial de la production de la pêche de capture marine détenue par un Membre en développement, connu comme l'approche "*de minimis*". En ce qui concerne le niveau

"*de minimis*" lui-même, j'ai noté qu'une part de 0,7% a été suggérée, et ce chiffre a été utilisé comme point de départ pour les discussions. Ce chiffre reste entre crochets car il doit faire l'objet de discussions approfondies. La disposition prévoit que la part d'un Membre dans la production mondiale de la pêche de capture marine doit être calculée sur la base des données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les statistiques en question portent sur la production de la pêche de capture marine sauvage ayant la même portée que la définition donnée à l'article 2 a) concernant les produits, et elles excluent l'aquaculture et la pêche continentale.

71. L'article 5.4 b) ii) prévoit un TSD pour la pêche artisanale et la pêche à petite échelle, définies comme la pêche ou des activités liées à la pêche à faibles revenus, limitées en ressources et de subsistance dans la limite de 12 milles marins mesurés à partir des lignes de base. Plusieurs Membres ont indiqué que, dans certains cas, la pêche artisanale pouvait se faire au-delà de 12 milles marins, et certains ont suggéré d'étendre la limite géographique jusqu'à la limite de la ZEE du pays en développement Membre concerné. D'autres Membres, en revanche, estiment qu'aucun navire navigant au-delà de 12 milles marins ne devrait être considéré comme pratiquant la pêche artisanale et sont donc opposés à l'idée de repousser cette limite dans la disposition. Pour indiquer la nécessité d'examiner ce point plus avant, le chiffre 12 dans le membre de phrase "12 milles marins" figure entre crochets.

72. Sur la base des discussions approfondies que nous avons tenues jusqu'ici sur cette question, il a été suggéré que les Membres qui invoquent les dispositions relatives au TSD devraient toutefois s'efforcer d'accorder des subventions de manière durable, en vue d'éviter de contribuer à la surcapacité et la surpêche. Ce point de vue est partagé par les pays développés et les pays en développement Membres. Pour tenir compte de cette discussion, l'article 5.4 c) a été inclus dans cet article dans le texte précédent (TN/RL/W/276/Rev.2) et il y demeure.

73. Comme je l'ai indiqué précédemment, même si, en rédigeant l'article 5.4, j'ai cherché en toute honnêteté la meilleure façon de présenter un terrain d'entente possible, des divergences subsistent en ce qui concerne les chiffres spécifiques ainsi que la structure globale. Une discussion plus vaste sur l'approche globale du TSD dans cet accord se poursuit.

ARTICLE 6: DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES PMA MEMBRES

74. L'article 6 contient des dispositions spécifiques pour les pays les moins avancés (PMA) Membres. L'article 6.1 et 6.2 prévoit un traitement spécial et différencié au titre de l'article 5. L'article 6.1 consiste en une simple exemption pour les PMA Membres de la prohibition énoncée à l'article 5.1.

75. L'article 6.2 prévoit une nouvelle période de transition une fois qu'un PMA Membre est sorti de la catégorie des PMA. Les termes opérationnels de cette disposition sont identiques à ceux de l'article 5.4 a), et la durée de la période de transition est indiquée par un "X" entre crochets, ce qui montre la nécessité de poursuivre la discussion. La différence par rapport à l'article 5.4 a) tient au fait que, comme il a été indiqué, pour les PMA, cette période de transition commencerait lorsqu'ils changeraient de catégorie plutôt qu'à l'entrée en vigueur de l'Accord.

76. L'article 6.3 invite les Membres à faire preuve de modération lorsqu'ils soulèvent des questions concernant un PMA Membre, et à examiner des solutions en prenant en considération la situation spécifique du PMA Membre concerné, le cas échéant. En outre, cette disposition ajoute que les PMA Membres s'efforceront de faire en sorte que les subventions accordées ne contribuent pas à la surcapacité et à la surpêche. Cette disposition est censée refléter, dans les dispositions spécifiques aux PMA Membres, la même formulation relative aux "meilleurs efforts" que celle qui a été ajoutée à l'article 5.4 c) concernant le TSD qui vise les pays en développement Membres.

77. L'article 6.2 et l'article 6.3 sont entre crochets pour indiquer que les discussions sur toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans l'Accord se poursuivent.

ARTICLE 7: ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

78. L'article 7 concerne l'assistance technique et le renforcement des capacités pour les pays en développement Membres, y compris les PMA, aux fins de la mise en œuvre de ces disciplines.

79. Il fait aussi référence à l'établissement d'un mécanisme de financement volontaire de l'OMC et précise que les contributions des Membres de l'OMC à ce mécanisme se feront exclusivement sur une base volontaire et n'utiliseront pas de ressources du budget ordinaire.

80. L'article 7 est entre crochets pour indiquer que les discussions sur toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans l'Accord se poursuivent.

ARTICLE 8: NOTIFICATION ET TRANSPARENCE

81. L'article 8 énonce les dispositions relatives aux notifications et à la transparence.

Article 8.1 texte introductif

82. En règle générale, les prescriptions en matière de notification et de transparence pour l'Accord sur les subventions à la pêche sont destinées à venir s'ajouter aux règles existantes de l'Accord SMC. À cet égard, le texte introductif de l'article 8.1 prévoit que les obligations d'information découlant de l'article 8.1 a) et 8.1 b) sont sans préjudice de l'article 25 de l'Accord SMC.

Article 8.1 a)

83. L'article 8.1 a) prévoit la fourniture de renseignements sur le type de l'activité de pêche pour laquelle une subvention notifiée est accordée, et les données pertinentes sur les captures, tandis que la note de bas de page 14 dispose que ces renseignements sont donnés en plus de ceux communiqués en vertu de l'article 25 de l'Accord SMC.

84. La note de bas de page 15 de l'article 8.1 a), qui est mise entre crochets, fait partie des dispositions générales relatives au TSD dans les disciplines. Elle vise à répondre aux préoccupations concernant le fait que les prescriptions en matière de transparence et de notification énoncées dans l'article 8 ne devraient pas être trop astreignantes pour les pays en développement Membres, y compris les PMA Membres. À cet égard, la note de bas de page prévoit une périodicité de quatre ans pour la notification des renseignements indiqués dans l'article 8.1 a) pour les Membres qui ne dépassent pas le seuil *de minimis* prévu dans l'article 5.4 b) i). Cette disposition, ainsi que le chiffre spécifique concernant le seuil *de minimis*, sont indiqués entre crochets et, par conséquent, la note de bas de page 15 et le chiffre spécifique concernant le seuil *de minimis* sont aussi mis entre crochets.

85. L'article 8.1 a) ii) prescrit la fourniture de certaines données sur les captures dans la pêcherie pour laquelle la subvention est accordée. Pour prévoir les cas de pêche d'espèces multiples, dans lesquels il peut être difficile de communiquer des données sur les captures par espèce, la disposition autorise la communication de renseignements par espèce ou groupe d'espèces. En outre, la note de bas de page 16 dispose que pour la pêche d'espèces multiples, un Membre pourra communiquer d'autres données sur les captures pertinentes et disponibles.

Article 8.1 b)

86. L'article 8.1 b) prévoit la notification "dans la mesure du possible" de certains renseignements concernant les pêcheries, les stocks et les navires pour lesquels les subventions sont accordées.

87. Au premier point de l'article 8.1 b), il est requis de notifier l'état des stocks de poissons dans la pêcherie pour laquelle la subvention est accordée, et d'indiquer également si ces stocks sont partagés ou gérés par une ORGP/un ARGP. Cet alinéa comprend également, entre parenthèses, des exemples de l'état des stocks à notifier. Les termes en question, à savoir "surexploitation", "exploitation maximale durable" et "sous-exploitation" sont ceux utilisés par la FAO, par exemple dans son rapport SOFIA. En outre, les points de référence utilisés pour établir l'état doivent être notifiés.

Article 8.1bis

88. L'article 8.1bis est une disposition relative à la notification de renseignements concernant les subventions non spécifiques au carburant pour la pêche et les activités liées à la pêche. Cette question est liée à l'article 1.2, dans la section sur le champ d'application, qui est également entre crochets. La note de bas de page 18 précise que cette disposition est sans préjudice de l'article 25 de l'Accord SMC. La numérotation de ce point en tant qu'article 8.1"bis" reflète simplement le fait qu'il existe plusieurs emplacements possibles pour insérer cette disposition, s'il en est ainsi convenu. Par exemple, elle pourrait figurer dans l'article 8.1 a), l'article 8.1 b), ou dans l'article 8 en tant que disposition distincte.

89. Au cours de la discussion sur cette disposition, il a été noté que les renseignements qui seraient recueillis pourraient être instructifs pour les examens du fonctionnement de fond de l'Accord au titre de l'article 9.4.

90. Cette disposition reste entre crochets, car elle ferait partie de la discussion et de la décision à prendre sur l'approche globale pour les subventions non spécifiques aux carburants et les programmes d'allègement fiscal ou d'exonération pour les carburants.

Article 8.2

91. L'article 8.2 contient des prescriptions spécifiques en matière de notification et de transparence, sur les éléments à notifier annuellement, qui concernent: a) les listes des navires et des opérateurs dont il a été déterminé d'une manière positive qu'ils avaient pratiqué la pêche INN; b) les renseignements constituant une indication du recours au travail forcé par les navires ou les opérateurs; et c) les renseignements sur les accords ou les arrangements entre gouvernements portant sur l'accès à des zones de pêche. L'alinéa b) est entre crochets pour montrer que les discussions sur cette disposition se poursuivent.

92. L'article 8.2 c) impose la transparence en ce qui concerne les accords entre gouvernements portant sur l'accès à des zones de pêche. Il prévoit en effet la notification i) des intitulés des accords ou arrangements; ii) d'une liste des parties; et iii) dans la mesure du possible, du texte intégral de l'accord ou l'arrangement.

93. Cette disposition a considérablement évolué depuis qu'elle a été incluse dans le document TN/RL/W/276/Rev.1, alors qu'il fallait seulement notifier les intitulés des accords ou arrangements et les parties. Conformément aux suggestions indiquant qu'il devrait y avoir une plus grande transparence pour les accords portant sur l'accès, les renseignements additionnels à inclure dans la notification ont été énumérés dans le document TN/RL/W/276/Rev.2, y compris les intitulés, les parties, le texte intégral et d'autres précisions concernant les accords ou arrangements portant sur l'accès, ainsi que la manière dont cet accès est ensuite utilisé. Cependant, certains Membres craignaient que ces prescriptions additionnelles en matière de transparence ne soient excessives et inutilement astreignantes.

94. Les modifications apportées à ce projet visent à trouver un juste milieu en supprimant les points iv), v) et vi) de la liste figurant dans le document Rev.2; le point iii) de la liste – le texte intégral de l'accord ou l'arrangement – étant à notifier "dans la mesure du possible" car des parties de ces accords ou arrangements peuvent inclure des renseignements confidentiels ou qui ne doivent pas être divulgués par ailleurs.

Article 8.3 et 8.4

95. L'article 8.3 et 8.4 fait référence, successivement, à la notification des mesures qui sont en vigueur ou qui ont été prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord, et à la description du régime de pêche d'un Membre contenant des références à ses lois, règlements et procédures administratives en rapport avec l'Accord.

96. Au titre de l'article 8.3, les renseignements à notifier portent sur les mesures spécifiques prises par un Membre pour mettre en œuvre et administrer les obligations découlant de l'Accord. Elles incluent les mesures visant à mettre en œuvre les prohibitions prévues dans les articles 3, 4 et 5 d'une manière générale, ainsi que les nouvelles mesures prises pour mettre en œuvre les

prohibitions établies à l'article 3. Ce dernier est lié à l'obligation de notification énoncée dans l'article 3.5.

97. Le champ d'application de l'article 8.4 est plus large et plus général. L'article impose la communication d'une description du régime de pêche d'un Membre, y compris des références à ses instruments juridiques pertinents. Il est donc destiné à donner un aperçu et à fournir un index des endroits où l'on peut consulter les instruments juridiques pertinents. Cette notification ne devrait être actualisée que lorsque des changements seraient apportés, et elle pourrait consister à communiquer un lien vers un site Web officiel.

Article 8.5

98. L'article 8.5 prévoit un mécanisme permettant aux Membres de demander des renseignements additionnels à un autre Membre notifiant. Il est analogue au mécanisme prévu à l'article 25.8 et 25.9 de l'Accord SMC.

Article 8.6

99. L'article 8.6 lie à certaines prescriptions de notification l'utilisation des flexibilités ou des réserves liées à la durabilité concernant les prohibitions dans les différents piliers des disciplines, tant celles qui figurent à l'article 4.3 et à l'article 5.1.1 applicables à tous les Membres que celles figurant dans les diverses dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des PMA Membres.

100. L'alinéa a) indique les renseignements qui doivent être fournis pour utiliser les flexibilités ou les réserves liées à la durabilité concernant les prohibitions figurant à l'article 4.3, à l'article 5.1.1., à l'article 5.4 et à l'article 6. Il s'agit des renseignements notifiés au titre de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article 8.1 du présent accord. Toutes les prescriptions de notification visées à l'alinéa a) de l'article 8.6 s'appliquent déjà ou sont censées s'appliquer à tous les Membres conformément à l'article 8.1 a); ce texte n'impose donc pas de prescriptions de notification additionnelles s'agissant des dispositions relatives au TSD allant au-delà de celles qui s'appliquent généralement à tous les Membres.

101. L'alinéa b) de l'article 8.6 prescrit que, pour invoquer l'article 4.3 ou l'article 5.1.1, il faut notifier les renseignements spécifiques demandés à l'article 8.1 b) i) et à l'article 8.1 b) ii). Cela reflète le point de vue des Membres selon lequel ces types de renseignements deviendraient pertinents et importants pour évaluer si les prescriptions relatives à l'invocation des dispositions en question ont été respectées.

Article 8.7

102. L'article 8.7 traite la demande formulée par de nombreux Membres en faveur de la transparence en ce qui concerne le fonctionnement, les décisions et les mesures des ORGP/ARGP. Les renseignements devant être fournis incluent l'instrument instituant l'ORGP/ARGP, les zones et les espèces relevant de sa compétence, l'état des stocks, les mesures de conservation et de gestion et des renseignements concernant les déterminations et les listes INN.

Article 8.8

103. L'article 8.8 dispose qu'il n'est pas exigé de notifier des renseignements confidentiels. Cela répond aux préoccupations de certains Membres selon lesquelles il pourrait être impossible de fournir certains des renseignements relatifs aux points énumérés dans cet article en raison de leur caractère confidentiel.

ARTICLE 9: ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

104. L'article 9 contient des dispositions relatives aux arrangements institutionnels. Ces dispositions reflètent entre autres choses la convergence autour de l'idée selon laquelle les disciplines relatives aux subventions à la pêche devraient constituer un accord à part entière plutôt qu'une annexe de l'Accord SMC, l'autre option qui a fait l'objet de discussions.

105. L'article 9.1 établit un Comité des subventions à la pêche pour exercer les attributions qui lui seront confiées en vertu de l'Accord. Comme cela est expliqué dans les paragraphes suivants, ces attributions incluent le suivi de la mise en œuvre de l'Accord.

106. L'article 9.2 dispose que le Comité examinera les renseignements notifiés au titre de l'Accord au minimum tous les deux ans. Parce que les prescriptions en matière de notification figurent dans l'article 8 et dans l'article 3.3 et 3.5, cette disposition fait référence à ces deux articles d'une manière générale.

107. L'article 9.3 prévoit un examen annuel du fonctionnement de l'instrument, similaire aux examens prévus dans d'autres Accords de l'OMC. Ces examens consisteraient en rapports simples présentés au Conseil du commerce des marchandises contenant des renseignements sur les activités du Comité telles que les réunions, l'examen des notifications, etc. Cela est analogue aux examens annuels menés par le Comité SMC conformément à l'article 32.7 de l'Accord SMC et le libellé de cette disposition est effectivement identique à celui de l'article 32.7 de l'Accord SMC.

108. L'article 9.4 prévoit un examen périodique du fonctionnement de cet accord sur le fond. Pendant les discussions sur cette disposition, il était généralement entendu que cet examen était nettement différent de l'examen annuel au titre de l'article 9.3. Cet examen a pour but d'évaluer l'efficacité de l'accord par rapport à son objectif général et d'identifier des modifications possibles en vue d'améliorer son fonctionnement, avec la possibilité de présenter ces modifications au Conseil du commerce des marchandises. Les Membres estimaient généralement que le premier de ces examens devrait être entrepris après une période de fonctionnement suffisamment longue pour permettre l'obtention de données d'expérience dans l'application des disciplines et pour évaluer les effets de celles-ci sur la durabilité des pêcheries. Le texte reflète la vue largement répandue selon laquelle un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur, et une périodicité de trois ans par la suite, constitueraient des intervalles appropriés pour ces examens.

109. L'article 9.5 prescrit au Comité d'entretenir des relations étroites avec la FAO et d'autres organisations internationales pertinentes dans le domaine de la gestion de la pêche, y compris les ORGP/ARGP pertinents.

ARTICLE 10: RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

110. L'article 10 établit les dispositions relatives au règlement des différends, dans deux paragraphes. Le paragraphe 1 dispose que les articles XXII et XXIII du GATT de 1994, tels qu'ils sont précisés et mis en application par le *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémoire d'accord), s'appliquent à tout l'Accord. Le paragraphe 2 dispose que les règles relatives au règlement des différends pour les subventions prohibées énoncées à l'article 4 de l'Accord SMC s'appliquent aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les subventions à la pêche.

111. Cette structure vise à préciser que l'article 4 de l'Accord SMC serait applicable aux différends concernant ces articles de l'Accord sur les subventions à la pêche, tandis que le Mémoire d'accord s'appliquerait au reste des dispositions. Premièrement, les règles générales relatives au règlement des différends énoncées aux articles XXII et XXIII du GATT de 1994 et dans le Mémoire d'accord s'appliquent à l'Accord sur les subventions à la pêche dans son ensemble (article 10.1). Deuxièmement, l'article 4 de l'Accord SMC s'appliquerait aux consultations et au règlement des différends au titre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les subventions à la pêche (article 10.2). Pour faire en sorte que la relation entre ces deux dispositions soit claire, le paragraphe 10.2 commence par le membre de phrase "[s]ans préjudice du paragraphe 1".

112. La note de bas de page 21 a par ailleurs été ajoutée, simplement à des fins de clarté. Elle indique qu'aux fins de l'Accord sur les subventions à la pêche, l'expression "subvention prohibée" figurant à l'article 4 de l'Accord SMC désigne les subventions visées par les prohibitions prévues aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les subventions à la pêche. La raison en était de répondre à une préoccupation, afin d'éviter toute possibilité que les subventions visées par l'article 3 de l'Accord SMC puissent être considérées comme pertinentes au regard des articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les subventions à la pêche ou comme étant visées d'une manière ou d'une autre par les prohibitions prévues dans ces articles.

113. La note de bas de page 20 relative à l'article 10.1 porte sur le fond, étant donné qu'elle exclut les allégations en situation de non-violation et les allégations motivées par une autre situation au titre de l'article XXIII du GATT de 1994 et de l'article 26 du Mémoire d'accord. L'examen de cette question a été centré sur l'objectif de durabilité sous-tendant l'Accord sur les subventions à la pêche, qui le distingue du GATT de 1994 et des autres Accords de l'OMC portant sur le commerce et les questions liées au commerce. À cet égard, d'aucuns craignaient que les allégations en situation de non-violation et les allégations motivées par une autre situation n'apportent incertitude et imprévisibilité à l'application des disciplines. En outre, il a été noté que des allégations de ce type avaient rarement été formulées, et avaient encore plus rarement abouti. Par conséquent, la note de bas de page 20 indique que les alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 et l'article 26 du Mémoire d'accord ne s'appliqueront pas au règlement des différends au titre de l'Accord sur les subventions à la pêche.

114. Une autre question qui a été soulevée est celle du critère d'examen pour les groupes spéciaux examinant certaines allégations au titre de l'Accord sur les subventions à la pêche. En particulier, les Membres conviennent que l'OMC n'est pas une organisation de gestion de la pêche, et que le règlement des différends dans le cadre de l'Organisation ne devrait donc pas comporter d'examen *de novo* de questions propres à la pêche, telles que les évaluations des stocks ou les déterminations de pêche INN. À cette fin, au cours des négociations, certains Membres ont suggéré d'ajouter diverses dispositions distinctes en matière de critère d'examen pour traiter ces questions. D'autres Membres ont considéré que cela n'était pas nécessaire, étant donné que le libellé des disciplines elles-mêmes devrait établir clairement le critère d'examen applicable pour chaque disposition. Par exemple, ce sont les étapes procédurales définies à l'article 3.3 qui pourraient être soumises à examen dans le cadre d'un différend concernant une détermination de pêche INN, et non le fondement technique de cette détermination. La balance des différents points de vue semblait pencher du côté du second, c'est pourquoi il n'y a aucune disposition dans l'article 10 ou ailleurs qui établisse de quelconque(s) critère(s) d'examen spécifique(s).

ARTICLE 11: DISPOSITIONS FINALES

Aperçu général

115. L'article 11 contient les "Dispositions finales" du projet d'accord. Il comporte 6 paragraphes qui ne correspondent pas exactement aux 10 autres dispositions, ou qui s'appliquent à certaines d'entre elles mais pas à toutes. Cet article a été simplifié et remanié afin d'en améliorer la clarté.

Article 11.1

116. L'article 11.1 traite de la question du subventionnement dans les cas où l'état des stocks pêchés n'est pas connu. Cette disposition exige des Membres qu'ils fassent preuve d'un soin particulier et de modération lorsqu'ils accordent des subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant ces stocks. Cette disposition peut être considérée comme l'application d'une approche de précaution à la gestion de la pêche.

117. La prescription selon laquelle les Membres doivent faire preuve à la fois d'un soin particulier et de modération est là pour indiquer que ces deux concepts sont complémentaires et non destinés à se substituer l'un à l'autre, le premier portant sur quelque chose qu'un Membre doit faire et le deuxième sur quelque chose qu'un Membre doit s'abstenir de faire.

Article 11.2

118. L'article 11.2 prévoit une exception applicable à tous les Membres pour les secours en cas de catastrophe.

119. Le libellé tient compte du fait que les catastrophes peuvent être causées par de nombreux facteurs qui peuvent être naturels, comme les ouragans ou les tsunamis, ou humains, comme les déversements d'hydrocarbures et les événements similaires, et qui ont tous une incidence directe sur l'environnement marin et sur la vie et les moyens de subsistance de ceux qui dépendent de la pêche. La note de bas de page 22 précise que cette disposition ne s'applique pas aux crises économiques et financières, afin de répondre aux préoccupations selon lesquelles une référence non modifiée aux "catastrophes" pourrait ouvrir une large faille dans les disciplines.

120. Le texte introductif de cette disposition indique que cette exception ne s'applique pas aux subventions à la pêche INN (article 3) ou aux subventions concernant les stocks surexploités (article 4).

121. Les alinéas a) à d) énoncent les conditions applicables aux subventions qui peuvent être accordées conformément à cette disposition en cas de catastrophe. Ils prévoient que la subvention doit être limitée au secours pour une catastrophe particulière, limitée à la zone géographique affectée et limitée dans le temps et, dans le cas d'une subvention à la reconstruction, limitée au rétablissement de la pêcherie affectée et/ou de la flotte affectée jusqu'à son niveau d'avant la catastrophe. Les références antérieures à des critères de durabilité ont été supprimées sur la base des discussions entre les Membres, et notamment du fait qu'elles pourraient faire double emploi avec l'article 5.1.1.

Article 11.3

122. L'article 11.3 énonce dans deux paragraphes un libellé d'exclusion visant à refléter l'avis général des Membres selon lequel le présent accord et son fonctionnement n'affecteront en aucune manière les questions liées aux revendications territoriales ou à l'établissement de limites maritimes, y compris dans le contexte d'un règlement des différends à l'OMC. Cet article a été mis entre crochets en caractères gras pour indiquer que des travaux intensifs sont en cours en ce qui concerne cet ensemble de questions complexes au moment de la finalisation du présent document. La version finale de l'accord devrait contenir un libellé révisé pour cette disposition.

Article 11.4

123. L'article 11.4 contient un avertissement précisant que rien dans le présent accord ne portera préjudice à la juridiction, aux droits et obligations des Membres découlant du droit international, y compris le droit de la mer.

124. Cette disposition fait fond sur et reflète des discussions approfondies visant à faire en sorte que les droits et obligations existants découlant d'autres instruments internationaux, et plus généralement du droit international, ne soient pas affectés par ce nouvel accord. La référence spécifique au droit de la mer dans cette disposition est fortement soutenue compte tenu du lien étroit qui existe entre l'objet de ce nouvel accord et les instruments internationaux existants relatifs à la pêche. Bien que des craintes aient été exprimées quant au fait que cette référence renvoie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à laquelle tous les Membres de l'OMC ne sont pas parties, il s'agit en fait d'un terme plus large englobant tout ce qui peut être considéré comme le droit international de la mer, lequel s'applique individuellement à chaque Membre en fonction de ce qu'il a accepté.

125. Enfin, à propos de l'article 11.4, la note de bas de page 23 précise que le droit de la mer comprend les règles et procédures des ORGP/ARGP. Cette précision est apportée pour garantir que l'OMC n'interviendra pas, par le fonctionnement du présent accord ou du règlement des différends, dans les affaires internes des ORGP/ARGP.

Article 11.5

126. L'article 11.5 vise à répondre aux préoccupations soulevées en ce qui concerne les conséquences possibles du recours à certaines dispositions de cet accord sur les actions des ORGP/ARGP. En particulier, cette disposition prévoit que sauf dispositions contraires, rien dans le présent accord n'impliquera qu'un Membre est lié par les mesures ou décisions prises par toute ORGP/tout ARGP à laquelle/auquel il n'est pas partie ou il est non-partie coopérant, ou qu'il reconnaît une telle organisation ou un tel arrangement. Cette disposition est censée refléter l'interprétation générale selon laquelle les références dans l'accord aux décisions et mesures prises par les ORGP/ARGP sont exclusivement destinées aux disciplines concernant les subventions à la pêche et ne sont pas censées avoir des implications au-delà de ces disciplines.

Article 11.6

127. L'article 11.6 est un nouvel avertissement pour préciser la relation entre cet accord et l'Accord SMC. En particulier, la disposition indique que le présent accord ne modifie ni n'annule les droits et obligations des Membres prévus par cet accord.
